

Vers un système global de travail

Monique Selim

Le travail est sans aucun doute la première sphère où s'accomplit avec le plus de force la globalisation du capitalisme : les aspects les plus saillants en sont la fragmentation et le délitement des statuts de travail, la multiplication des formes d'emploi et des modes de contractualisation et de rémunération liées à des définitions variables de l'employabilité, la dissolution de la notion d'entreprise dans des sous-traitances et des imbrications financières de plus en plus insaisissables. Corollairement l'effondrement du salariat permanent dans les pays d'ancienne industrialisation conduit à aligner les paysages actuels du travail sur le modèle de la précarité, de l'addition de tâches émiettées et de la vulnérabilité qui était jugé auparavant, caractéristique de l'ensemble des sociétés à dominance rurale et anciennement colonisées.

Les règles du marché, la concurrence pour le profit s'appliquent désormais implacablement au travail, balayant les protections sociales et juridiques conquises. Ces phénomènes sont bien connus et font l'objet de protestations aussi vaines que répétées de tous bords. Ils sont une conséquence de la financiarisation de l'économie et aboutissent à une éjection des individus au travail dans une catégorie négligeable en regard des objectifs de rentabilité poursuivis. La crise financière de 2008 aiguise ces processus.

L'exploitation nue de la force de travail, la mise en œuvre de régimes de surexploitation banalisés, le retour spectaculaire de l'esclavage et du trafic de main-d'œuvre, constituent les contours présents des champs du travail soumis parallèlement à l'hégémonie de la notion de gouvernance. La rationalité gestionnaire et les principes moraux qui semblent en apparence animer le terme de gouvernance en font une construction idéologique d'excellence apte à faciliter l'acceptation des nouveaux fonctionnements oppressifs du travail. Elle se voit accouplée efficacement à l'hypothèse d'une couverture éthique du capitalisme qui se répand avec le commerce équitable, les produits financiers éthiques, les labels de respect des droits des travailleurs des multinationales et en particulier ceux de non-emploi des enfants.

Un système globalisé de travail se met donc en place dans la conjoncture observable aujourd'hui d'unification du monde sous l'angle du capitalisme financiarisé. Néanmoins, cette avancée ne se fait pas sans difficulté et les conflits et les rebellions se multiplient, semant des encombres importants. A un autre niveau les acteurs trouvent des lignes de fuite dans l'imaginaire à travers la construction des nouveaux rites et croyances. Oppositions concrètes et ruptures symboliques impriment donc leurs marques sur les tentatives de capture totale de la force de travail. Mais simultanément, la marchandise exerce une attraction immense en particulier sur les populations qui ont été tenues à l'écart de la consommation de masse pendant de longues décennies.

C'est ce que je montrerai maintenant, à partir d'exemples concrets pris au Laos et au Vietnam, pays qui ont mis en œuvre à partir de 1986 un programme de "socialisme de marché" initié près de dix ans auparavant par la Chine et qui forment de ce point de vue des conjonctures exemplaires. Le "socialisme de marché" spécifique aux pays gouvernés par un État-parti d'obédience communiste, se présente à la fois comme une formule paradoxale et un phénomène symptomatique : il est autant aussi de la polyvalence des processus de globalisation que de ses modes pluriels de réinterprétation endogène. L'apparente disjonction de l'économique et du politique qu'il semble désigner tend à dévoiler, dans les faits, au plan

macroéconomique comme microsocioal, des axes de concentration et de polarisation politico-économiques dont l'investigation s'avère nécessaire pour mieux cerner et comprendre les avancées différentielles du marché dans une optique comparative. La période d'intenses transformations socio-économiques, mais aussi idéologiques que traversent ces pays, constitue donc un champ de réflexion majeur.

Marchés économiques et symboliques au Laos

Mon travail de terrain au Laos (1993-1994) a été centré sur deux entreprises pharmaceutiques d'Etat dans la période de sortie concrète de l'économie planifiée et d'évolution balbutiante vers l'économie de marché, ce "passage" s'effectuant dans le maintien de la continuité politique ; les dirigeants du gouvernement laotien sont les fidèles membres du *Pathet Lao*, formés par les Vietnamiens durant la longue guerre qui aboutit en 1975 à la prise du pouvoir communiste dans la péninsule indochinoise. Le choix de ce terrain, indubitablement difficile en raison des contraintes politiques qui pèsent sur la population, avait pour optique d'appréhender les rapports entre d'un côté l'autonomie des champs microsociaux et des logiques internes des acteurs, de l'autre les cadres institutionnels, organisationnels et politiques qui établissent l'usine comme une entité astreinte à une production rentable. Au-delà de cet objectif, cette étude visait à saisir de l'intérieur une situation de mutations économiques dont la spécificité pouvait en revanche être dépassée par son caractère représentatif dans le contexte de l'écroulement progressif des régimes communistes et de la globalisation.

En 1986 le gouvernement du Laos, inquiet après dix ans de planification et l'échec des coopératives, de la pénurie globale qu'il affrontait, instituait le "nouveau mécanisme économique", censé permettre de sortir de "l'économie naturelle" pour accéder au développement, à travers "une économie de marché" "contrôlée". Les mesures proposées et très lentement mises en œuvre touchent prioritairement les entreprises d'Etat auxquelles a été donnée l'autonomie de gestion, financière et de recrutement. Cette autonomie se

présente comme une réelle rupture en regard de la période antérieure. A partir de 1975, les salaires avaient été en effet fournis en tickets de rationnement pour des denrées de base (riz, huile etc.) et les études, les formations comme les carrières étaient entièrement programmées selon des critères prioritairement "politiques" privilégiant les familles et les adolescents qui se distinguaient par leur "service" au Parti ou aux organisations de masse, excluant celles dont l'origine de classe moyenne ou élevée avait conduit certains de leurs membres dans des camps de rééducation ou à l'exil. Les entretiens réalisés dans les deux entreprises pharmaceutiques dépendant du ministère de la santé mettent ainsi en évidence des trajectoires dont le déroulement fut beaucoup plus "subi" qu'"agi", et cela, y compris pour les heureux élus de formations techniques dans les pays de l'ancien "bloc de l'Est". La décision individuelle, comme l'adhésion, apparaissent très largement dans ce contexte des notions vides de sens ; l'histoire des familles prises dans le feu de la guerre révèle que le ralliement à un camp ou à l'autre fut majoritairement forcé et effectué sous la menace. L'obtention de salaires en argent, mise en place dans les années 1990 a constitué la première fracture dans ces espaces d'encadrement à vocation totalisante. Au même moment, le Parti décidait de changer ses mots d'ordre, délaissant les "travaux collectifs" effectués sous la direction des organisations de masse en ville comme dans les villages, au profit du "travail productif". Dans les entreprises, les organisations de masse (jeunes, femmes, syndicat) abandonnèrent peu à peu les réunions collectives, auparavant fort nombreuses, et eurent pour mission d'expliquer que "travailler pour l'usine équivalait à travailler pour le Parti et les organisations". Cette brutale concentration sur le travail et la production faisait suite à de longues périodes de quasi-inactivité, pour cause de manque de matières premières, de machines déficientes, ou d'autorisations en retard... Un laxisme certain des directeurs d'usine prévalait alors et les salariés s'accordent à reconnaître qu'à cette époque le temps consacré au travail était minime. La pénurie générale obligeait d'ailleurs chacun, à tous les niveaux hiérarchiques, à tenter de pourvoir à des besoins de survie par la culture de petits champs, l'élevage, la chasse, la cueillette...

L'obligation faite aux entreprises d'assurer leur autonomie financière et de verser des salaires en argent a bouleversé ces rythmes que les générations plus âgées décrivent comme une phase de "régression" (d'aucuns parmi les lettrés bouddhistes reconstruisent le sens de cette régression comme prédéterminée par les textes). Les difficultés des entreprises restent par ailleurs structurellement très fortes en raison de contradictions maintenues : elles relèvent toujours du ministère de la santé et ne sont payées qu'après de très longs délais pour les commandes de médicaments qu'elles fournissent aux services publics.

L'enquête dans deux entreprises différentes a mis en évidence combien l'autonomie de gestion pouvait déboucher sur des processus contrastés dans une période où les lacunes en matière de législation restent immenses, la Constitution n'ayant vu le jour qu'en 1991 : l'absence de statut de la fonction publique et des fonctionnaires, l'absence de statut des personnels des entreprises d'Etat, conduisent à des nébuleuses où salariés comme dirigeants ne connaissent pas leurs droits ; ils continuent ainsi à vivre dans la peur d'un pouvoir arbitraire dont l'une des principales caractéristiques fut de se tenir en retrait de l'écrit et du juridique et d'avoir ainsi brouillé les catégories du permis et de l'interdit.

Je m'attarderai sur le profil des usines considérées dans la mesure où elles offrent à la réflexion des pôles idéaltypiques des changements sociaux ouverts par le dit "passage à l'économie de marché".

La première usine datant d'une trentaine d'années, faite de petits bâtiments inconfortables et pourvue d'un appareillage très rudimentaire, est rapidement devenue la première unité productrice de médicaments au Laos. Disposant d'une trentaine de salariés en 1986, elle en compte en 1993 environ 200. Ses salaires sont les plus élevés des entreprises d'Etat et selon toute probabilité des entreprises privées. La contrepartie en est des rythmes de production intensifs et une discipline très contraignante qui implique par exemple que tout matériel détérioré par un ouvrier soit réparé par une retenue sur son salaire. La politique du directeur, par ailleurs membre du Parti au pouvoir, fut ici de supprimer quasi totalement et l'activité

et le poids des organisations de masse ; des critères de compétence président à l'embauche et à la fonction. L'idéologie prônée à laquelle tous adhèrent est le succès sur le "marché" : publicité, nouveaux emballages plaisant au client et imitant ceux des médicaments français, multiplication des différents types de conditionnement ont été les premiers instruments de cette réussite. Chaque matin plusieurs équipes de jeunes femmes issues des anciennes classes sociales supérieures sillonnent à moto la ville, allant prendre et approvisionner les commandes des pharmacies privées. Très dynamique, le service du marketing œuvre l'après-midi à l'usine où viennent se fournir, parmi d'autres, les ONG occidentales. Pendant plusieurs années, de nombreux systèmes de salaires ont été conçus et expérimentés par le directeur, à la recherche d'une efficacité incitative maximale. Le calcul des pourcentages, rétribuant les mérites individuels et collectifs, et la production mensuelle, se sont finalement révélés trop complexes et semeurs de discorde ; le salaire fixe est à nouveau la règle, à la satisfaction de tous, qui voient là un moyen de mieux planifier leurs projets à court et long terme. Ici, les salariés sont persuadés que l'usine est "privée", ce qu'ils opposent à un statut "d'Etat" ; les nuances de la réforme du nouveau mécanisme économique instituant "l'autonomie" sont méconnues. Chacun tente de faire recruter des membres de sa famille avec un relatif succès. Les objectifs des salariés sont en effet clairs tout en ne correspondant guère à ce qu'un observateur extérieur se laisserait aller à préjuger. Si l'expansion de l'usine est l'objet d'une fierté collective, aucune identification néanmoins n'en résulte et la représentation d'une appartenance à un groupe social soudé par le travail et se projetant dans l'avenir est radicalement absente. On ne saurait donner réellement tort à ces salariés, dans la mesure où le directeur, attendant avec impatience la privatisation de l'usine, et s'étant assuré des alliances pour la racheter, projette dans cette hypothèse une modernisation complète qui lui permettrait de licencier les trois quarts de sa main-d'œuvre du jour au lendemain. Les salariés pour leur part, sans être au fait de cette intentionnalité "capitaliste primaire", conçoivent le salaire élevé qu'ils perçoivent comme une rétribution adéquate de l'effort extrême de travail qu'ils fournissent, mais qu'ils jugent néanmoins excessif, par man-

que d'habitude. Cet "échange simple", que ne vient obscurcir aucun attachement spécifique, est dans l'esprit de tous destiné à rester limité dans le temps. La peur du contact avec les matières premières, le souci de sa santé renforcent ces conceptions où prévaut le souhait d'accumuler le plus possible d'argent en peu de temps et de quitter l'usine sans affect (de 5 à 10 ans). Dans ce cadre, les tontines fleurissent, certains participant à plusieurs. Construire sa maison, monter un petit commerce, un élevage, cultiver les champs qu'on achètera, tels sont les projets des salariés, qui visent tous à un retrait rural et paisible, offrant une petite économie de rente. La production de "marché" a donc entraîné ici un individualisme des groupes familiaux dont l'ambition est certes loin du développement d'une économie de marché, mais *a contrario* très explicite dans la mise à distance de l'Etat, de son encadrement et de ses appareils ; la brèche ouverte dans la planification des vies et des pensées permet donc la fuite vers des espaces de liberté méconnus.

La deuxième usine étudiée offre un autre paysage qui prend tout son relief dans la comparaison proposée. Résultat de l'aide japonaise, offerte au gouvernement laotien en 1986, l'entreprise est ici très moderne et dispose d'un équipement sophistiqué. Sa main-d'œuvre fut choisie, à la date de sa construction, parmi les salariés les plus qualifiés de la première usine. Elle disposait donc dès l'origine d'atouts à la fois techniques et de qualification auxquels, s'est ajoutée la poursuite de l'aide japonaise. Le nombre de ses salariés est resté stable, une centaine. Si la production s'est maintenue à un rythme acceptable dans les premières années, elle est devenue très déficiente : des semaines entières s'écoulent sans travail par manque de matières premières, c'est-à-dire d'argent pour les commandes. Tentant de cacher cette situation déplorable, le directeur oblige les salariés à rester enfermés dans les salles de production. Ici aussi, plusieurs systèmes de salaire ont été initiés, allant vers une complexité croissante au point que l'ethnologue passera de longues journées à se faire expliquer celui qui est aujourd'hui en vigueur et qui cumule entre autres des critères de "zones de danger", et de production individuelle et collective calculée par heure ! Ce système de salaire implique lui-même une surveillance de cha-

que instant par les responsables d'une feuille devant être signée à chaque changement de poste... il permet bien sûr toutes les fraudes, par ailleurs dérisoires lorsque la production est impossible et que seul le salaire de base est versé. La situation financière de l'usine est en outre si désastreuse que les salaires sont versés avec parfois plusieurs mois de retard, laissant les salariés sans aucune ressource.

L'organisation du travail est restée fidèle aux anciens schèmes, établissant la primauté de la qualité politique sur la qualification technique. L'organigramme hiérarchique est donc le doublet d'une structure politique, plaçant aux postes supérieurs les responsables des organisations de masse, leurs adjoints etc. Le mécontentement des salariés est général de voir l'usine péricliter ; contrairement au cas précédent, les salariés sont en effet d'autant plus attachés à l'usine qu'ils avaient été l'objet d'une sélection positive pour travailler dans un cadre moderne et gratifiant. De plus, la conscience d'être "fonctionnaire" et de servir l'Etat domine ici, à l'encontre de la dernière mesure méconnue du ministère de la santé ne reconnaissant plus les salariés des usines pharmaceutiques comme appartenant au ministère. Dans cette usine, les tontines sont d'autant plus rares qu'accumuler des économies est presque impossible ; en revanche les salariés cultivent quelques champs autour des bâtiments de l'usine et autour d'un dortoir situé dans un village proche.

Durant les longues heures d'inactivité passées ensemble, les salariés cherchent à comprendre le déclin de l'usine et les accusations sont fortes : elles touchent prioritairement la femme du directeur, soupçonnée de corruption et de détournement, et plus globalement d'avoir pris la place de son mari... Le désir de "rejoindre le marché", de s'y intégrer est aussi fort que mythique. Si quelques-uns pensent à quitter l'usine, la majorité espèrent encore une intervention du ministère qui les sauverait de la faillite. L'enquête dans ce contexte très précis est appréhendée comme une médiation permettant de faire connaître aux autorités la réalité.

Pendant les accusations concrètes qui portent sur la direction de l'usine ne sont qu'un des versants explicatifs des salariés. A un

autre niveau, un processus d'interprétation imaginaire de la "régression" de l'usine – qui débiterait dans l'esprit des acteurs avec la venue de la femme du directeur – s'est progressivement mis en place : il fait appel principalement aux génies malévolents qui peupleraient la terre de l'usine qui aurait été un ancien cimetière (au Laos, où l'incinération est la norme, seuls les morts par accident, les suicidés, les nourrissons sont enterrés). Une série d'événements a ainsi pris un sens funeste : un serpent écrasé lors d'une fête de l'usine, des accidents d'ouvriers sur la route et de personnes extérieures devant l'usine, des jeunes gens de l'usine brusquement malades ou immobilisés et conduits à recourir à des *mo-phi ou moy*a (thérapeutes faisant appel aux génies, ou herboristes) ; enfermés dans les salles de production sans travail, les uns et les autres se racontent leurs rêves auxquels le cadre culturel accorde une très grande importance. Ainsi peu à peu a pris corps un mythe collectif : l'âme d'une jeune femme violée et enterrée sur la terre de l'usine cherche à épouser et prendre les hommes jeunes les plus beaux de l'usine ; elle apparaît aux salariés des deux sexes, les tirant parfois violemment et dangereusement de leur sieste. Un autel a été dressé par un de ces jeunes gens qui nourrit régulièrement cet esprit malévolent. Certains viennent à l'usine désormais munis de "protection", petits cordons blancs aux poignets que leurs attachent les médiums de leur village. Depuis quelques années plus aucune fête n'est célébrée à l'usine sans offrandes aux génies de la terre auxquels des permissions sont demandées. La directrice du personnel, membre du Parti, originaire de la zone libérée et militante de la première heure du *Pathet Lao* se charge de faire respecter ces pratiques propitiatoires, destinées à éviter que des malheurs encore plus grands ne s'abattent sur l'entreprise : une peur fantasmagique s'est installée dans l'usine et les salariés qui ont eu de longues formations dans les pays de l'Est pensent que "là bas, il n'y a pas de génies parce que les gens sont forts, mais, disent-ils, nous, nous sommes faibles et les génies nous entourent".

Ces observations – qui établissent très précisément une jonction causale entre l'échec d'une entreprise et le retour d'un culte des génies – m'ont conduite à poursuivre l'investigation sur la présence

dans la période charnière actuelle, des cultes de possession dans leur articulation avec un “marché imaginaire” devenu une terre d’espérance et de liberté dans laquelle chacun pourrait s’intégrer. Auparavant, quelques-uns par village et représentants des génies de la terre, les médiums, durement interdits de 1975 à 1985 et devant subir parfois des séances de rééducation, ont commencé à proliférer à partir de 1990 ; les mariages avec les génies (qui constituent par la possession la forme d’initiation au statut de médium) se sont multipliés et pendant la saison sèche consacrée aux mariages, on en compte plusieurs par semaine ne serait-ce que dans les seuls villages environnant Vientiane. Trois caractéristiques définissent ces nouveaux génies en regard de la période antérieure : ils sont déterritorialisés, individualisés et privatisés; objets d’un imaginaire personnel libéré tout en trouvant son cadre d’actualisation dans les armatures culturelles de la pensée, leur “invention” se greffe immédiatement sur les espoirs infinis de prospérité soulevés par le “marché mythique”. S’ils sauvent toujours de la souffrance psychique et de l’angoisse d’une mort imminente, ils sont censés apporter le bonheur matériel (en donnant les numéros de loterie par exemple, ce qui constitue une part très notable de leur activité), aider dans les “affaires” et la “contrebande”, favoriser les bénéfiques de l’usure etc. ; bien insérés dans le “marché réel”, les nouveaux médiums les plus prisés révèlent l’éclosion d’un “marché des génies” qui se présente comme une réponse symbolique au “marché mythique” que devrait instaurer “le socialisme de marché”. Une enquête menée en 2000 m’a permis de confirmer combien l’imaginaire des génies était indexé aux réalités économiques ; en effet, de la bouche des médiums, les génies souhaitaient alors “divorcer” d’avec leurs réceptacles après la crise monétaire et s’envoler vers de nouvelles terres d’abondance.

Domination, exploitation et consommation au Vietnam

Les axes majeurs de cette étude au Laos qui donne à voir les différents niveaux de contradictions économiques, politiques et imaginaires en jeu dans le passage au marché doivent être comparés à la situation vietnamienne (1997-2000) où le dynamisme économique

et industriel est beaucoup plus affirmé qu'au Laos. Au Vietnam s'impose l'évidence d'une pluralité des phénomènes socio-économiques en réponse à des injonctions identiques d'intégration dans le marché global. Les différences constatées de ce point de vue entre le Laos et le Vietnam sont saisissantes. Au Laos, l'Etat, par crainte de voir son monopole de pouvoir politique fragilisé, a freiné au maximum l'avancée des restructurations internes tout en ouvrant, en principe, très largement le pays à des investissements étrangers qui se heurtent à des difficultés énormes, liées en particulier à l'absence de juridiction appropriée aux échanges internationaux. Le maintien d'une hégémonie politique coercitive conduit la population à mettre en œuvre des stratégies de distanciation de l'Etat et de toute instance d'autorité, qui s'épanouissent dans les brèches entrouvertes par le relâchement des structures d'encadrement à vocation totalisante. En conséquence, les échanges marchands se développent à un niveau essentiellement micro-social, reflétant les aspirations des acteurs à recréer des plages d'autonomie, proches de la subsistance. Au Vietnam on observe à l'opposé un ensemble remarquable d'inventions microlocales de dispositifs d'ajustement à la réforme économique. Ces innovations, aussi visibles dans le secteur d'Etat que dans le secteur privé, toujours sous un ferme contrôle politique, ne concernent pas seulement la segmentation de la main-d'œuvre (retour à l'embauche massive de journaliers exclus du syndicat et de toute garantie sociale, pratiques croissantes d'achat du travail et de vente de la main-d'œuvre par des intermédiaires variés) et l'organisation du travail qui met fin à "l'égalisation" des conditions ; elles touchent aussi la structure elle-même des entreprises avec par exemple, l'institution au sein d'entreprises d'Etat, de contributions monétaires forcées pour installer des sphères internes de haute rentabilité qui prennent la forme "d'usines privées" ; ou encore, l'instauration de micro-systèmes complexes de redistribution de "travail privé", au sein même de l'entreprise d'Etat. Les diverses pratiques organisées d'adaptation au marché ont en revanche un point commun notable : dans tous les cas appréhendés, syndicats (plus largement "organisations de masse") et directions assument de façon conjointe la gestion de l'entreprise et le management du personnel

et dans cette configuration typique, le “capital politique” est converti en “capital économique” selon des mécanismes aussi habiles que polyvalents. Il en résulte, bien sûr, l'émergence d'une différenciation sociale aussi brutale qu'étendue, mais surtout la perdurance de l'appareil politico-syndical, démontrant ses aptitudes à conserver son cadre antérieur de pouvoir par son implication directe et polymorphe dans la logique des profits et de l'exploitation. Ainsi les mutations socio-économiques au Vietnam présentent-elles un aspect d'autant plus intéressant qu'elles dessinent un paysage original, caractérisé par la “réhabilitation économique” des anciennes élites politiques : en se métamorphosant en acteurs stratégiques de la réforme, et en orientant tout d'abord les flux financiers dans leurs propres intérêts, celles-ci paraissent en mesure de construire de nouveaux sites pour l'Etat-parti dans le marché mondial. Dans ce contexte, appréhender de manière approfondie les différentes logiques des acteurs en rapport avec la position qu'ils occupent, les bénéfices ou les pertes qu'ils perçoivent en fonction des changements en cours est essentiel.

Je me suis donc concentrée tout d'abord sur une grande entreprise d'Etat de confection réussissant avec succès sa mutation ; ses profits et les prix de “héros du travail” qui lui furent décernés en font un modèle, dans tous les sens du terme : interne dans un contexte d'émulation politique non seulement toujours d'actualité mais de surcroît revigoré ; externe dans l'option de délocalisation de la production des pays capitalistes avancés, remplaçant peu à peu les échanges et les trocs en cours dans l'ancien empire communiste. Une année s'écoula auprès de la population de ce laboratoire d'excellence du “socialisme de marché”, dans son ghetto résidentiel contigu à l'usine mais aussi dans des quartiers adjacents où des familles avaient choisi de fuir les excès pesants d'une surveillance incessante. Afin d'éviter l'enfermement dans ce qui pourrait sembler un cas d'école, j'ai choisi, pour la continuation de l'enquête, l'ancien bastion de formation politique des cadres : ce quartier de Hanoï, construit autour du siège national du syndicat, de son université et de quelques établissements industriels constitue une autre sorte de prototype de la conjoncture présente ; abritant autrefois

exclusivement un groupe social exemplaire sélectionné sur son mérite politique, il s'est – avec la spéculation immobilière découlant de l'irruption du marché dans la capitale – peu à peu diversifié. Se sont offertes là à l'observation les ruptures à l'œuvre dans les modes de vie et de pensée empreints de souffrance d'une couche militante et de ses descendants, issue des fractions les plus édifiantes et aussi les plus pauvres de la période orthodoxe du communisme. Le devenir de ce parangon politique a été d'autant plus instructif qu'il comprenait deux usines, permettant une comparaison concrète avec le premier cas étudié.

Enfin parce que, quels que soient les ordonnancements politiques et économiques dominants qui se succèdent, les individus ne sauraient se réduire au travail et aux bases de vie ou de survie qui leurs sont imposés, j'ai ouvert un troisième volet d'étude sur les imaginaires en cours : le constat d'un extraordinaire regain des cultes, des pratiques divinatoires et cérémonielles et d'un ensemble de croyances hétérogènes – encouragé par l'opération étatique de revitalisation identitaire et de reculturalisation normative – m'a conduit à explorer cet autre segment du marché que constituent les exils symboliques. Les sotériologies et les magismes examinés à travers une foule de nouveaux rédempteurs aux profils divers et de leurs adeptes et clients ont permis de saisir les interprétations forgées par les acteurs des contraintes et des ouvertures actuelles, leurs modes d'incorporation et d'échappée dans leur rapport avec l'Etat prescripteur.

Ces différentes enquêtes enjoignent en premier lieu de souligner les visages de la domination en constante transformation sous l'influence d'un marché aux injonctions lourdes et difficiles. Son exercice dans le cadre du travail est très contrasté selon les cas étudiés : soit elle prend pour pivot l'appareil de contrôle politique qu'elle amplifie et remodèle avec inventivité pour obtenir des profits fondés sur une surexploitation à la fois contrainte et consentie, soit au contraire, elle semble diluer ses formulations et ses moyens politiques pour se rapprocher d'une rationalité économique à court terme où la main-d'œuvre devient un tiers négligeable. Dans la conjoncture sociétale globale où l'Etat-parti conserve tout en les

enjolivant ses orientations politiques fondatrices, ces deux stratégies instaurent de façon identique des situations hiérarchiques tendues où la rupture de communication entre les strates est inévitable en particulier pour les acteurs en bas de l'échelle. En effet, la distance qui sépare les microcosmes des modes de légitimation globaux de l'autorité ne cesse de s'agrandir : le spectacle que les dominants offrent au plan microsociale aux couches inférieures apparaît si éloigné des discours de l'Etat-parti qu'un affrontement dans l'imaginaire surgit dans les antagonismes simplifiés riche/pauvre, ouvrier/pouvoir, etc. D'une certaine façon la présence ou l'absence de mobilisation idéologique dans le travail aboutit à ce même résultat pour une frange importante de la main-d'œuvre. Le recours au schème d'inégalités croissantes remplaçant une égalité antérieure n'explique pas les ressorts en jeu car, du point de vue des sujets, cette égalité fut toujours une fiction exogène. En revanche, la cohérence des liens entre les actualisations microsociales de l'autorité et sa figure imaginaire qui les légitime de manière principale est fortement entamée : la voie est ouverte à un vide où pour l'instant les frustrations et les oppositions restent contenues par des instances de coercition autant omniprésentes qu'incorporées.

A un autre niveau, la place de la domination est aujourd'hui de plus en plus occupée par l'enjeu consumériste qu'exhibent les élites au plan micro comme macrosocial. Il tend à incarner un modèle politique à double tranchant : d'un côté il est le vecteur d'une intégration symbolique, réparatrice des béances entre couches inférieures et supérieures, de l'autre il souligne les scissions lorsque le rêve de jonction s'avère un délire personnel. Mais la monétarisation généralisée des rapports – qui remplace une redistribution dont l'existence antérieure aussi minime fût-elle a été annulée – rend difficilement viable une formation sociale placée précisément sous une égide autoritaire, promettant une croissance partagée. Jusqu'à présent, chacun, quelle que soit sa position s'accorde à louer la venue du marché qui a libéré des impositions concrètes des "services de la vie quotidienne" en matière de logement et de nourriture. Les jugements sont beaucoup plus mitigés, voire négatifs pour tout ce qui concerne l'éducation, la santé et le travail, dont la mercanti-

lisation actuelle provoque dérégulation et angoisses. L'accumulation des attentes sur une décennie expérimentale depuis le début des années quatre-vingt-dix où les mécanismes de libéralisation économique ont été réellement mis en œuvre, comporte le risque de logiques agonistiques, en dépit d'une adaptation certaine des jeunes à l'omnimarchandisation des relations et des institutions, naturalisée.

De ce point de vue, l'accent doit être mis sur l'efficacité de la sujétion politique dans l'apprentissage du marché : la domination politique n'est pas seulement un excellent adjuvant de l'exploitation et du profit, corrélative à la désindustrialisation des démocraties capitalistes avancées menant à la délocalisation de la production dans un bloc de pays disposant d'une armée de réserve ouvrière pour le monde globalisé. Elle est aussi, dans ses courroies de transmission entre générations, la matrice endogène par laquelle s'opèrent les transformations les plus rapides des ordonnancements sociaux. Pour les plus jeunes, le paysage actuel du monopole politique comme siège d'une appropriation économique multiforme et incontrôlable est d'autant plus internalisé que la domination est une constante irréfragable de leur univers et qu'elle est, dans sa puissance même, donatrice et détentrice de la légitimité.

Dans cette configuration globale, l'insertion permanente de la parenté comme paradigme primordial d'accès à toute ressource est un facteur amphibologique dans la durée. En écho à la thématique politique de l'assignation à l'origine, à l'appartenance et à l'autochtonie, la convocation de la parenté échappe aux accusations et humanise imaginativement les rapports en permettant une médiation au cœur des édifices hiérarchiques. Dès lors qu'une telle croyance s'évapore, que les atouts de la parenté sont perçus comme se refermant sur les fractions sociales, qu'en quelque sorte elle se castéise pour clore les privilèges, elle surenchérit dangereusement sur les fractures hiérarchiques en jeu, comme l'ont montré les plaintes répétées et orageuses des ouvriers.

L'analyse des écartèlements observés invite dans cette optique à éloigner les tentatives symétriques d'ontologisation du marché ou

de l'essence communiste du régime généralement érigées comme opposées, mais aussi celles d'une spécification par l'item culturel qui engloberait les précédentes. La singularité de la conjoncture actuelle tient tout entière dans cet enkystement, reproduit à tous les niveaux de la société, de la reconversion des dispositifs institués de délégation de l'autorité et de leur instillation dans les usages d'un marché dont le sens et la praxis sont constamment recréés et réinventés par les gens à partir de leur perception des impasses quotidiennes issues des rapports entre dominants et dominés : la formulation des logiques du marché est exemplairement prise dans ces rapports de domination happée verticalement par les pôles supérieurs. La généralisation de la marchandise dépasse ainsi de loin celle qui a cours dans les démocraties du capitalisme avancé où une égalité formelle des droits est un frein légal, aussi imparfait et bafoué soit-il. Lorsque l'inégalité hiérarchique légitimée par le politique constitue une armature évacuant l'idée même d'un droit négociable sauf s'il est monnayé, le marché connaît une diffusion sans restriction ni obstacle. Le déferlement de la marchandise est donc à l'exacte mesure de la domination politique historiquement édifiée.

Dans une seconde étape, intimement articulée au décryptage des nouveaux paysages du travail et de la consommation, l'analyse des imaginaires qui accompagnent le développement du marché à travers la foule des croyances et de leurs promoteurs fait découvrir les assises idéelles de la domination mais aussi de la marchandise symbolique et ce d'autant plus que l'Etat-parti tente de contrecarrer par des réponses idéologiques idoines les contradictions en jeu. Le nouveau marché des croyances, étudié sous ses différentes facettes les plus saillantes (cultes de Lieu Hanh, divination, médiums divers et "retrouvailles" des morts, etc.), a ainsi pour caractéristique principale de constituer un appareil symbolique d'Etat par la légitimation de l'Etat-parti qu'il produit à travers, en particulier la médiation de la figure sanctifiée de Hô Chi Minh, mais aussi de se présenter comme un encensement de la fortune et plus globalement du marché économique. Une fois de plus la comparaison avec la configuration laotienne se révèle fructueuse en montrant que dans

un même contexte politico-économique les imaginaires issus de la transformation actuelle d'expansion du capitalisme dans des pays restés politiquement communistes, divergeaient fondamentalement du divorce avec l'Etat à une union fusionnelle dans son sein.

Le "socialisme de marché" : un "passeur" de la globalisation

L'immersion proposée au lecteur dans le Laos et le Vietnam de la décennie 1990-2000 pour analyser les différents régimes d'expansion du marché et la mise en place d'un système globalisé de travail conduit à revenir sur le rôle qu'aura tenu le dit "socialisme de marché" dans le processus de globalisation. Soulignons en effet que ce modèle de "socialisme de marché" est aujourd'hui tombé dans l'obsolescence ; la Chine qui l'avait au sens propre inventé est rentrée désormais de plein-pied dans une économie capitaliste que le gouvernement souhaiterait "harmonieuse" selon le mot d'ordre officiel. Si le parti-Etat chinois continue à s'appeler communiste, il a en effet peu à peu abandonné tous les préceptes et les objectifs qui caractérisaient cette utopie si malmenée par ses modalités réelles d'effectuation. En revanche, l'autoritarisme maintenu de l'Etat chinois favorise pleinement l'épanouissement capitaliste, en lui assurant des capacités de répression efficace contre les manifestations ouvrières et paysannes qui éclosent quotidiennement sur un fond de sentiment d'injustice et d'exploitation insupportables et qui se sont considérablement accrues après la crise financière de 2008.

A trois niveaux au moins, le "socialisme de marché" aura donc été un "passeur" dans la généralisation du capitalisme financiarisé qui caractérise la configuration mondiale actuelle ; il aura tout d'abord permis d'occulter les transformations économiques essentielles impulsées par les gouvernements en maintenant le regard rivé sur la permanence apparente des Etats-partis communistes. Cette duperie aura fonctionné tant à l'intérieur des pays qu'à l'extérieur où ce qu'on dénomme "l'anti-totalitarisme" continue à se déchaîner sur le cadavre du communisme comme si cette idéologie politique continuait à exister dans les esprits et la réalité. Du côté des popu-

lations, corollairement, le passage par le “socialisme de marché” aura bercé et berné les acteurs dans une pseudo-continuité où les appareils des Etats-parti auront assumé la gestion de l’exploitation, revendiquant ultérieurement une bonne “gouvernance” des “réformes”, termes désormais qui sont les maîtres mots dans tous les contextes politiques, économiques et culturels.

Enfin la reconversion des élites politiques en managers soucieux de leurs profits aura achevé la restructuration complète des rapports sociaux et des mentalités, orientant chacun vers la jouissance consummatrice, appréhendée comme un statut dans les nouvelles échelles hiérarchiques de la dignité. L’étape terminée du “socialisme de marché” aura finalement enraciné partout la conviction qu’aucune alternative au capitalisme n’est possible et par là même que ses formes actuelles sont des nécessités, aussi douloureuses soient-elles. Dans cette marche forcée vers l’obsession monétaire qui tourne de façon récurrente au délire, la “démocratie” qui devait accompagner la plénitude capitaliste aura été réduite au rang d’appendice laissé sur le bord du chemin, et ce d’autant plus que les futurs régisseurs du capitalisme mondialisé pourraient être précisément ces pays qui – telle la Chine – auront refusé l’imposition démocratique avancée par l’Occident dans un dernier sursaut impérialiste. Le retour en 2008 du slogan de la “guerre froide” sous une nouvelle forme – près de 20 ans après sa disparition – est de ce point de vue symptomatique, d’un côté, d’une montée des contestations de l’hégémonie occidentale, de l’autre, de l’association éprouvée de l’autoritarisme politique au développement capitaliste. Dans cette perspective, l’autogestion de l’exploitation qui incombe à chacun parfait un tableau où s’allient les subjectivités reconfigurées aux répressions objectives assumées. La quête de travail, réduisant une majorité d’individus, traqués, à mendier leur survie, apparaît alors comme une norme économique qui n’a plus besoin d’être justifiée.

Selim Monique. (2010)

Logiques sociales et normes globales : vers un système global de travail

In : Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.).

Anthropologie politique de la globalisation

Paris : L'Harmattan, p. 65-82. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-11169-1.